

Cher Monsieur HAZERA,

« Cher », car ce que vous écrivez m'est cher. J'ai parcouru avec un grand intérêt le débat que vous avez initié sur le labour. Comme vous, j'estime indispensable le débat contradictoire et courtois pour éclairer une problématique. Malheureusement, vous avez été obligé d'apporter vous-même cette avis contradictoire à partir de la littérature.

Je me propose ici d'essayer de vous apporter quelques éléments de cette contradiction que j'ai pu recueillir lors de mes rencontres sur le terrain. Je me propose ensuite de vous donner mon point de vue et les voies que nous proposons au titre du réseau forêt de FNE, dont je suis le responsable bénévole.

Le travail du sol m'est souvent présenté de manière confuse selon les arguments que vous avez déjà exposé : amélioration de l'enracinement, mélange des horizons dans l'idée de constituer un « terreau », ralentissement de la molinie et autres « adventices », mise hors d'eau des plants (labour souvent avec des ados).

Concernant la landaise, celle-ci est davantage utilisée pour faire de entretiens mécaniques dans un contexte où de moins en moins de désherbants sont autorisés en forêt. Elle contribuerait ainsi à limiter la concurrence pour l'eau tout en assurant une meilleure croissance des plants (sous l'effet également, d'un enfouissement superficiel des « adventices »). Voici les arguments qui me sont régulièrement présentés sur labour.

Il ne faut pas oublier dans ce débat le traitement préalable des souches et des rémanents puisque le labour nécessite un sol « propre », même si les charrues forestières (charrues à disques escamotables à lame de ressort dites « crabe ») ont une certaine capacité à les franchir. Les évolutions récentes de la ligniculture initiées par les techniques du semi artificiel, l'émergence de la plantation et la tempête de 99, ont généralisé le broyage en plein et le « croquage » des souches (avec un dent spéciale sur une pelleteuse) voire, leur récolte à des fins énergétiques. Ainsi, c'est tout le travail du labour et des entretiens qui sont facilités avec l'avantage d'éliminer les sources de problèmes sanitaires (hylobe, fomes). Tout cela doit être intégré dans la réflexion.

Cette approche globale du reboisement, au-delà du débat reboisement / régénération naturelle, s'exprime dans les dispositifs d'aides aux reboisements.

En effet, avec la tempête de 1999 et la fin du FFN, le dispositif des aides a introduit le principe du forfait en remplacement du système devis-facture, c'est à dire que l'on admet que depuis la préparation du sol jusqu'à la 5<sup>ème</sup> année de croissance incluant tous les entretiens, les techniques utilisées aboutissent au même prix de revient. De par mon expérience professionnelle, j'ai pu constater en effet, qu'une intense préparation du terrain diminuait les coûts de plantation et le nombre d'entretiens tandis qu'une absence totale de préparation augmentait les coûts de plantation et nécessitait des interventions d'entretien chaque année. Au bout du compte, on arrive à peu près au même prix, mais la technique sans préparations a un caractère plus aléatoire qui nécessite plus de suivi. Ce dernier point est très important à considérer lorsque l'intervention de gestionnaires prestataires nécessite pour eux d'assurer une garantie de reprise, une garantie des coûts et une organisation rationalisée, en résumé, de la sécurité et de la simplicité.

Les forfaits ainsi établis par l'administration variaient d'une région à l'autre en avoisinant les 3000 euros par hectare, base sur laquelle s'applique le taux de subvention accordé (80% pour le dispositif « plan chablis »).

Tout cela permet de dire que le prix de revient peut être considéré comme neutre dans le débat, à moins de considérer la sécurité comme un facteur économique.

Mon point de vue rejoint le vôtre et les éléments de votre débat le confortent.

Je ne reviendrais donc pas sur ces points mais sur la traduction que nous en faisons en tant qu'organisation écologiste.

Bien évidemment, nous défendons avant tout la régénération naturelle pour laquelle les enjeux du moment sont de démontrer que la nature fait bien les choses à moindre frais avec un accompagnement minimal.

Pour les reboisements, nous demandons l'abandon du travail du sol en plein (en plein, pour tenir compte de la situation des sols très abîmés par les interventions humaines et laisser également la place à des techniques de reboisement par points d'appui). Nous demandons également de conserver les rémanents et les souches ainsi que le bois mort au sol et sur pied. Prochainement la définition d'un cahier des charges PEFC pour cadrer ces récoltes de biomasse devrait être l'occasion d'ouvrir un nouveau débat.

Nous défendons aussi l'idée de faire le bilan carbone des itinéraires techniques proposés par les forestiers. Etant donné que deux tiers du stock de carbone des écosystèmes forestiers se trouvent dans le sol, on peut considérer que l'arbre qui stocke du CO2 cache le sol qui l'alimente. Le travail du sol et l'intensification des cycles détruisent ce stock qui devrait pourtant ne jamais diminuer.

Toutes ces mauvaises pratiques résultent d'une approche des sols réduite à leur dimensions physico-chimique qui méprise ou ignore le rôle de la biodiversité dans ce fonctionnement. Comme cela est justement souligné dans votre document, la biodiversité est ici le cuisinier sans lequel toute alimentation apportée serait purement et simplement indigeste, donc inassimilable. En agriculture, le développement du non labour, l'émergence de la bioremédiation des sols au travers des réflexions autour du BRF, devraient interpeller nos forestiers qui s'attellent au wagon de queue du train du progrès. Il y a donc un gros chantier à mettre en œuvre pour que le sol reprennent toute sa place dans la sylviculture. Il faut interpeller pour provoquer le débat et le poser en commençant par expliquer le chemin invisible qui va du bois mort jusqu'aux racines.

J'espère que nous aurons l'occasion de collaborer sur ces sujets essentiels et passionnants !

François Lefèvre